



Echanges directs entre le Président du Faso et les Burkinabè vivant en Allemagne

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°338 du vendredi 24 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Avant-projet de Constitution Le contenu dévoilé aux forces vives du Centre-Nord

Page 4



Jeune Chambre Internationale Bobo-Dioulasso: La santé, une des priorités du quarantenaire

Page 8



Journée mondiale de l'eau au Burkina Faso : Un accent est mis sur la problématique de la pollution des eaux

Page 2



Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.



Journée mondiale de l'eau au Burkina Faso : Un accent est mis sur la problématique de la pollution des eaux

Région du Centre



L'eau doit être traitée et rendue potable.

La communauté internationale commémore ce mercredi 22 mars la journée mondiale de l'eau. Au Burkina Faso, c'est Zaktouli dans le Kadiogo qui a abrité les festivités sous le thème national : « Eau usée, quelles stratégies pour leur valorisation ? ». Les échanges ont porté sur le traitement et la réutilisation des ressources polluées.



A cette 25^e journée mondiale de l'eau, l'accent est mis sur la problématique de la pollution des eaux quand on sait que le Burkina

est confronté à des précipitations et des aléas climatiques. L'utilisation de cette ressource s'impose selon le ministre en charge de l'eau Louga Ambroise

Ouédraogo « le cycle de l'eau doit être fermé et pour ce faire nous devons le retraiter en matière solide. Une bonne part de cette eau est réinjectée dans le circuit

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

d'eau potable sinon cette eau traitée et rendue potable n'a rien à envier avec l'eau que nous vivons en ville ». Pour lui, le problème d'assainissement est d'abord une question de changement de comportement et d'attitudes.

Les partenaires techniques présents à cette cérémonie ont marqué leur engagement à accompagner le Burkina Faso dans la mise en œuvre de sa politique visant à rehausser le taux national d'assainissement estimé à moins de 34% et une meilleure gestion intégrée des ressources en eau. Pour mener à bien ce projet ils ont doté la ville de Ouagadougou de 3 véhicules pour l'usage exclusif du transport debout de vidange.

En rappel, cette journée est commémorée sur le plan international sous le thème « Pourquoi les eaux usées » En effet, toute activité humaine produit des eaux usées qui sont des eaux chargées en éléments polluants. Leur assainissement va permettre leur traitement avant leur retour dans le milieu naturel afin de protéger la santé publique ainsi que l'environnement contre les risques liés à ces rejets.



Le ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Ambroise Ouédraogo.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05

Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



Avant-projet de Constitution Le contenu dévoilé aux forces vives du Centre-Nord

Région du Centre-Nord



A l'ouverture des travaux, madame Nandy Somé/Diallo, gouverneur de la région du Centre-Nord (au milieu), a invité les participants à des débats francs et constructifs en vue de l'amélioration du document.

La commission constitutionnelle a tenu ce samedi 18 mars 2017 à Kaya, Chef-Lieu de la région du Centre-Nord, une conférence de restitution de l'avant-projet de constitution. Placée sous la présidence de madame Nandy Somé/Diallo, gouverneur de la région du Centre-Nord, cette rencontre a permis aux forces vives de cette localité du Burkina Faso de s'approprier les projets de modification et d'apporter leur amendements et contributions diverses pour une constitution plus consensuelle.

Restituer les travaux de la commission aux forces vives de la région du Centre-Nord et recueillir leurs amendements et suggestions tel a été l'objet de la mission de la commission constitutionnelle à Kaya, Chef-lieu de la région du Centre-Nord ce samedi 18 mars 2017. D'entrée de jeu, c'est une présentation faite par le Docteur Alfred Ouédraogo, Chef de la mission qui a servi de base aux échanges qui ont durés environ 6 heures d'horloge.

Née de la volonté de changement exprimé par le peuple et ayant culminé avec l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre

2014, la relecture de la constitution burkinabè consacrant le passage à la Vème république connaîtra des changements notables et sur plusieurs plans. En effet, selon le communicateur l'avant-projet de constitution prévoit des tendances sous-tendues par « Un souci de consolidation de l'Etat de droit, un souci d'équilibre des pouvoirs, un souci de garantir l'indépendance de la justice, un souci de mieux organiser la redevabilité dans la gestion publique et un souci de stabilité des institutions et de transparence du jeu politique ». Ainsi, la future constitution renforcera les droits du citoyen et prévoit de nouveaux droits

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



La salle de conférence du Conseil Régional a refusé du monde, signe de l'intérêt du sujet du jour.

mais aussi de nouveaux devoirs.

Les débats dignes d'intérêt ont porté entre autres sur les limitations et la durée des mandats, la place de la chefferie coutumière, l'indépendance des institutions et l'équilibre des pouvoirs.

Les nombreux intervenants ont été rassurés par les commissaires que leurs suggestions et amendements seront versés à la commission constitutionnelle pour toutes fins utiles. C'est dans la satisfaction générale que les participants se sont quittés avec l'espoir que leurs préoccupations seront prises en compte.

La Commission Constitutionnelle, installée le 29 septembre 2016 par le Président du Faso a pour mission principale l'élaboration de l'avant-projet de la constitution



Le Dr Alfred Ouédraogo, Chef de mission s'est dit satisfait du niveau des échanges et de la pertinence des propositions faites

de la Vème république. Cette seconde étape de l'agenda de cette commission consiste à une tournée d'explications du contenu en vue de recueillir les contributions des populations et de son appropriation par ces dernières. Le chef de mission de Kaya a été accompagné par le Naaba Baongo de Lebda et de Souleymane Ouédraogo, tous deux commissaires représentant respectivement les coutumiers et les organisations de la société civile.

A.I. OUEDRAOGO pour SCI



Elections partielles et complémentaires: La CENI renouvelle ses démembrements dans le Poni pour les élections dans la commune rurale de Bouroum-Bouroum

Région du Sud-Ouest



Présidium Haut-commissaire Ram Joseph Kafando au milieu, à sa droite le Commissaire régional de la CENI chargé d'organiser les élections à Bouroum-Bouroum Boubakar Bouda.

Il s'est tenu à Gaoua dans la journée du 09 mars 2017 une rencontre d'information entre la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et les différents acteurs chargés de participer aux élections du 28 mai prochain. La rencontre était présidée par le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando.

Le dimanche 28 mai 2017, les populations de la commune rurale de Bouroum-Bouroum seront appelées à élire leurs conseillers municipaux. Un différend entre acteurs politiques avait empêché la tenue des élections municipales passées. Pour réussir le pari, la



L'assistance.

La suite à la page 7.



POLITIQUE

La suite de la page 6.

CENI a rencontré les acteurs chargés d'animer ces élections pour leur donner un certain nombre d'informations. Ces informations sont entre autres le renouvellement des structures au niveau provincial et dans la commune de Bouroum-Bouroum. Pour cela les représentants des partis de la majorité, de l'opposition et de la société civile sont chargés de désigner en leur sein chacun deux(02) personnes soit six(06) au total, à leur tour vont se retrouver le samedi 11 mars 2017 pour former le bureau de la Commission Electorale

Provinciale Indépendante(CEPI) du Poni et CECI de Bouroum-Bouroum a dit le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando.

Que ce soit le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando et le Commissaire régional de la CENI chargé d'organiser les élections à Bouroum-Bouroum Boubakar Bouda, tous ont plaidé pour taire les différends. Cela dans l'intérêt supérieur de la commune de Bouroum-Bouroum. Oeuvrer pour la paix et la cohésion ont-ils poursuivi. Pour le Haut-Commissaire Ram Joseph Kafando,

la situation de Bouroum-Bouroum reste comme une tâche noire qui salie la région du Sud-Ouest voire la province du Poni. Ce qui n'honore pas notre région a-t-il souligné. Il faut donc corriger cette irrégularité a-t-il conclu. A l'issue de la rencontre se sont des acteurs qui sont sortis très satisfaits. Que tout se passe bien, c'est du reste le souhait des acteurs.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara

Communiqué de presse

Communiqué de la Gendarmerie nationale

Nous portons à la connaissance des populations, qu'une série d'exercices en milieu urbain sont menés par la Gendarmerie Nationale dans la ville de Ouagadougou et ses environs et se poursuivront les prochains jours. Pour des questions de sécurité, nous ne pouvons vous prévenir avant celui de très grande ampleur au Mess des officiers et qui est en cours actuellement. Nous vous présentons nos excuses pour la gêne que cela a pu occasionner. Les unités repoussent toujours un peu plus leurs limites pour mieux assurer votre sécurité.



La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service.



Jeune Chambre Internationale Bobo-Dioulasso: La santé, une des priorités du quarantenaire

Région des Hauts- Bassins



Les femmes sont sorties nombreuses pour le dépistage.

La Jeune Chambre Internationale (JCI) Bobo-Dioulasso a organisé en collaboration avec l'antenne régionale de l'Association Burkinabé pour le Bien-être Familial (ABBEF), un dépistage gratuit des cancers du col de l'utérus et du sein. Les participantes ont également pu bénéficier d'appui-conseil sur la planification familiale et les méthodes de contraception gratuites durant toute la journée du 06 mars 2017.

L'antenne régionale Ouest de

l'ABBEF a accueilli le lundi 06 mars 2017 une activité de la JCI Bobo-Dioulasso. Entrant dans le cadre des participations et actions caritatives endogènes (PEACE) de la JCI, cette activité a visé toutes les femmes de la commune de Bobo-Dioulasso. Durant toute la journée, l'équipe s'est donné les moyens de recevoir et consulter environ 300 femmes, en vue de prévenir toute forme de maladie et particulièrement les cancers du sein et du col de l'utérus. Toujours dans la même dynamique que l'ABBEF qui met à la disposition de la population des conseillers et animateurs sociaux, la JCI Bobo

a offert l'utilisation de tout type de contraceptif pour la journée du 06 mars. Pour le président exécutif du mandat 2017 Kévin Aboubacar Hébié, la vision de l'institution est « d'aller vers les communautés à la base afin de leur apporter des services allant dans le sens de la protection de l'intégrité personnelle ».

Une initiative qui soulage

Depuis 1977 la JCI Bobo-Dioulasso œuvre dans les actions aux services de la communauté. Cette action habituelle en faveur des femmes reconforte les responsables de

La suite à la page 9.



SANTÉ

La suite de la page 8.



Les élèves étaient également de la partie.

l'ABBEF. Pour la responsable clinique de l'ABBEF madame Paré, cette journée de dépistage gratuit vient en encouragement aux agents de santé et motive également les femmes à s'imprégner de leur état de santé. Toutes les femmes ont été reçues et celles de moins de 25 ans étaient exemptes des dépistages du cancer dont les risques sont élevés chez un individu de 25 ans et plus. La clinique de l'ABBEF reçoit plusieurs femmes et observe en moyenne deux cas de lésions précancéreuses par semaine. Les personnes concernées sont alors conduites au CHUSS de Bobo-

Dioulasso pour la prise en charge. Concernant cette activité, la JCI Bobo-Dioulasso s'est engagée à accompagner toute personne chez qui il y aurait la présence de lésions précancéreuses pour la cryothérapie. L'appareil servant pour cette thérapie n'étant disponible qu'au CHUSS de Bobo, madame Paré lance un appel à toutes les bonnes volontés, afin qu'elles se joignent à la JCI pour offrir des appareils de cryothérapie aux centres de santé, ce qui va permettre d'stopper la progression du cancer chez la femme. Monsieur Hébié quant à lui,

invite les femmes à se rendre dans les centres de santé comme l'ABBEF pour bénéficier aussi bien des soins que des conseils pour le maintien de leur santé. En attendant la fin du mandat 2017, d'autres activités occupent encore le calendrier de la JCI Bobo comme le projet vision parfaite qui va permettre à des centaines d'élèves de la ville de résoudre leurs problèmes d'acuité visuelle.

Nicole A.B. OUEDRAOGO
Légende :





Echanges directs entre le Président du Faso et les Burkinabè vivant en Allemagne

Allemagne



Arrivé à Berlin en République fédérale d'Allemagne dans l'après-midi du 20 mars 2017, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a rencontré en début de soirée, la communauté burkinabè vivant dans ce pays.

Arrivé à Berlin en République fédérale d'Allemagne dans l'après-midi du 20 mars 2017, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a rencontré en début de soirée, la communauté burkinabè vivant dans ce pays. Au menu des échanges entre le chef de l'Etat et ses compatriotes, la situation socio-politique et économique du pays et des doléances qui lui ont été soumises.

D'entrée, c'est l'Ambassadeur du Burkina Faso en Allemagne, Monsieur Honoré Simplicie GUIBILA qui a introduit la rencontre. Après avoir souhaité

la bienvenue au chef de l'Etat, Monsieur GUIBILA a remercié Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE pour le déplacement de Berlin et réaffirmé l'engagement et la disponibilité des Burkinabè d'Allemagne à soutenir le Plan national de Développement économique et social (PNDES). « Les Burkinabè d'Allemagne adhèrent sans réserve au PNDES que le gouvernement a élaboré avec brio. Ils vous assurent également à travers ma voix, de leur contribution à sa mise en œuvre », a dit l'Ambassadeur GUIBILA.

Selon le représentant du Président du Faso en Allemagne, « les Burkinabè tiennent à lui apporter un soutien sans faille

car c'est ensemble et déterminés que nous viendrons à bout des forces obscurantistes et de déstabilisation qui tentent de mettre en péril la paix sociale et la démocratie dans notre pays ». Prenant la parole au nom de la communauté burkinabè, le délégué du Conseil supérieur des Burkinabè de l'Etranger à Berlin (CSBE), Monsieur Amadou SIENOU a présenté la communauté au Président du Faso, les secteurs d'activités dans lesquels elle exerce et sa contribution au développement du pays. Il a, pour terminer, dressé une liste de doléances au chef de l'Etat, dont la question de la double nationalité, la création de Consulat général dans certaines villes d'Allemagne avec une forte

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

concentration de Burkinabè, l'accompagnement de l'Etat dans la réalisation de leurs projets... Dès l'entame de ses propos, le Président du Faso a situé l'objet de sa visite : « Nous sommes venus non seulement dans le cadre d'une visite officielle que nous avons avec le gouvernement allemand, mais également pour participer au Forum de Berlin sur l'Afrique ». Le Président Roch Marc Christian KABORE a félicité le comportement exemplaire des Burkinabè dans leur pays d'accueil : « Nous constatons partout où nous allons que les Burkinabè sont toujours solidaires les uns des autres, et je voulais aussi saluer le fait que de façon générale, partout où nous sommes passés, les Burkinabè ont été toujours soucieux du respect des textes dans les pays où ils sont parce que ce n'est pas toujours le cas ailleurs ».

Le Président du Faso a saisi le cadre de ces échanges pour présenter la situation socio-économique du Burkina Faso sous l'angle de trois défis à relever : « Sur le plan politique, suite aux élections aussi bien présidentielle, que législatives et municipales, nous avons terminé la mise en place de l'architecture institutionnelle de notre pays qui a signé le retour à la démocratie et qui en même temps nous a permis d'engager trois grands chantiers. Il s'agit d'abord de l'élaboration d'une nouvelle Constitution et, à cet effet, une Commission constitutionnelle a été mise en place sous la présidence de Maître Halidou OUEDRAOGO. Le deuxième chantier, c'est le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité nationale (HCRUN).



« Les Burkinabè d'Allemagne adhèrent sans réserve au PNDES que le gouvernement a élaboré avec brio. Ils vous assurent également à travers ma voix, de leur contribution à sa mise en œuvre », a dit l'Ambassadeur GUILILA.

Comme vous le savez, le Burkina Faso est un enchevêtrement des problèmes depuis les années 60, jusqu'à nos jours qui vont des crimes économiques aux crimes de sang, des problèmes administratifs qui ne finissent pas. Le HCRUN a répertorié environ 5000 dossiers pour lesquels nous devons trouver les voies afin de permettre aux Burkinabè de se réconcilier avec leur histoire et tourner définitivement sa page sombre ».

Au plan social, depuis le début de l'année 2016, le Burkina Faso fait « face à une situation houleuse ». « Les revendications en termes d'amélioration des conditions de vie sont des revendications légitimes certainement, mais nous devons avoir en conscience que nous ne pouvons pas partager ce

que nous ne produisons pas. Plus nous allons faire des efforts dans le travail, plus nous pouvons repartir la richesse entre les Burkinabè », note le chef de l'Etat avant de préciser que « le gouvernement poursuit la discussion avec les différentes structures syndicales de manière à ce que nous prenions la juste conscience de cette problématique. Parce que si nous continuons tel que nous sommes partis, il est évident que le Burkina Faso restera un pays arriéré, et les objectifs que nous visons dans la réalisation du Plan national de Développement économique et social (PNDES) se seront pas atteints ». Le troisième défi à relever selon le Président du Faso à l'adresse des Burkinabè vivant en Allemagne est celui du PNDES : « Nous avons présenté en décembre

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.

2016, le PNDES à la Communauté internationale, à nos partenaires au développement, au secteur privé, et les intentions de financement se sont élevées à trois fois plus que ce que nous entendions pour boucler notre programme. Mais le plus dur reste à faire car il faut transformer ces intentions en réalité ».

Le chef de l'Etat a ensuite justifié son déplacement à Berlin qui, selon lui est de « recueillir du gouvernement et du secteur privé allemands, l'annonce de leur contribution, puisqu'ils ont participé à la présentation du PNDES à Paris. Ils est donc important pour nous de refixer les objectifs avec le gouvernement allemand et notamment avec la Chancelière, de manière à ce

que dans le programme à venir, ils puissent annoncer de façon plus concrète et substantielle, la contribution qu'ils peuvent apporter à la réalisation du PNDES ». A ce sujet, a conclu le Président du Faso, « j'aimerais dire à la diaspora que sa contribution est attendue pour la réalisation de cet ambitieux projet ». Au nombre des préoccupations soulevées par la communauté burkinabè, on peut citer entre autres la lourdeur administrative, le terrorisme, la sécurité, le service de néphrologie du CHU Yalgado OUEDRAOGO de Ouagadougou, le retour non organisé des étudiants boursiers, l'apport de la diaspora dans la construction du pays, l'incivisme, etc.

Au terme des échanges, le Président du Faso a réaffirmé son engagement et celui de son gouvernement à œuvrer pour trouver des solutions idoines aux problèmes posés. Des réponses rassurantes ont été données par le chef de l'Etat et les ministres qui l'accompagnent. La Communauté burkinabè vivant en Allemagne compte 4000 membres qui exercent plusieurs secteurs d'activités et le Président Roch Marc Christian KABORE a salué leur engagement auprès de leur pays. Aussi, a-t-il invité ses compatriotes à rester des ambassadeurs de l'intégrité et du respect des lois de leur pays d'accueil.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**

Education : Les conseils du Premier ministre aux meilleurs élèves de la province du Nahouri

Région du centre

En partance pour Koudougou où ils effectuent une sortie récréative, les meilleurs élèves de la province du Nahouri ont été reçus par le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, le mardi 21 mars 2017. A l'occasion, le Chef du Gouvernement a prodigué des conseils à ses hôtes notamment l'abnégation

au travail, le respect des enseignants, des parents et du drapeau national, la culture du civisme, etc.

« L'école est l'ascenseur social. Tout part de l'école. Il faut que vous travailliez dur. C'est une exigence permanente. Il vous faut être exigeants et ne pas accepter d'avoir de mauvaises notes, ne pas

accepter de dormir sans connaître vos leçons. Il vous faut travailler dur. C'est le secret de la réussite », tels sont, entre autres, les conseils que le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA a prodigué aux meilleurs élèves de la province du Nahouri.

Puis, le Chef du Gouvernement a ajouté que le Burkina Faso

La suite à la page 13.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12.

a besoin de ses enfants qui travaillent bien à l'école avant d'indiquer que le système éducatif burkinabè est fait de telle sorte qu'il n'y a pas de différence entre les enfants des familles qui ont les moyens et celles qui n'en ont pas. A ses hôtes, il a fait savoir que le pays ne peut pas se développer si ses enfants ne sont pas bien formés.

« Si vous travaillez bien à l'école non seulement vous allez vous en sortir dans la vie mais le pays va s'en sortir parce que les investisseurs vont investir si les Burkinabè

sont bien formés et sont de bons travailleurs. Continuez dans votre lancée d'élèves studieux. Continuez à être ambitieux pour vous-même mais aussi pour le Burkina Faso » », a-t-il mentionné.

Aussi, M. THIEBA a-t-il indiqué que les autorités burkinabè sont fières de ces élèves studieux car elles accordent une place importante à l'éducation nationale. Le porte-parole de la délégation, Abem BILLA a exprimé son émotion et sa fierté d'avoir été reçu par le Premier ministre. Il a

salué cette initiative et a promis de faire sienne les conseils avisés que le Chef du Gouvernement a prodigué aux meilleurs élèves de la province du Nahouri.

« Nous apprécions positivement tous les conseils que le Premier ministre nous a prodigué. Nous lui promettons de travailler davantage pour devenir des cadres demain », a-t-il juré.

DCI/PM



Photo de famille.



Journée mondiale de l'eau 2017 : Valoriser les eaux usées pour réduire les risques de pollution

Région du Centre



La communauté internationale commémore ce mercredi 22 mars la journée mondiale de l'eau sous le thème interrogateur « Pourquoi les eaux usées ? ». Au niveau national, le thème retenu pour cette célébration est « Les eaux usées, quelles stratégies pour leur valorisation ? ». De façon générale, les pays en développement connaissent de nombreux problèmes de gestion des eaux usées à cause de l'urbanisation et de l'industrialisation.

En effet, toute activité humaine produit des eaux usées qui sont des eaux chargées en éléments polluants. Il s'agit essentiellement des eaux usées domestiques et des eaux usées industrielles, mais elles peuvent aussi avoir une origine agricole, artisanale ou autre. D'autres pollutions de l'eau peuvent venir du rejet d'éléments solides comme du plâtre, de la terre ou des résidus organiques (cheveux, tiges, pulpes, noyaux...).

Et même s'il ne s'agit pas de produits à action chimique, ils ont néanmoins une action polluante dans les milieux aquatiques.

C'est à ce titre que les différents usages de l'eau sont des sources essentielles de production d'eaux usées qui sont quotidiennement rejetées dans la nature, dans les retenues d'eau, le plus souvent sans aucun traitement. L'assainissement consiste à traiter ces eaux usées avant leur retour dans le milieu naturel afin de protéger la santé publique ainsi que l'environnement contre les risques liés à ces rejets.

L'impact négatif des eaux usées sur l'homme et son environnement

Au Burkina Faso, l'expansion des eaux usées est surtout remarquable dans les deux grandes villes comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso et aussi dans certaines zones minières. Chaque jour, des grandes quantités d'eaux usées générées par les ménages et les industries, ainsi que les

eaux pluviales, sont déversées dans l'environnement, surtout dans les quartiers périphériques.

On évalue à plus de 80% la quantité d'eaux usées directement déversées dans la nature sans être traitées ni réutilisées et, ce, avec des risques énormes sur la santé humaine, animale et végétale. Ces eaux polluées se retrouvent très rapidement dans la chaîne alimentaire et sont à l'origine de plusieurs épidémies venant de la contamination des eaux et des plantes.

A cela s'ajoute le faible taux d'accès à l'assainissement en milieu rural qui est estimé à 13,1% en 2016. Une situation qui augmente le risque de propagation de certaines maladies comme la typhoïde, le choléra, la dysenterie, surtout chez les enfants. Ainsi, chaque année, près de 12 800 enfants de moins de cinq ans meurent dans notre pays à cause de l'insuffisance d'un système d'assainissement adéquat.

A côté de ces réalités, il faut ajouter la pollution des ressources en eau

La suite à la page 15.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.

par les eaux usées directement ou indirectement éjectées dans les retenues d'eau, et qui peuvent se révéler hautement toxiques pour l'homme et son entourage. A ce propos, des morts d'animaux de même que des cas d'intoxication sont souvent constatés dans les zones d'exploitation artisanale de l'or. Dans ces localités, l'écosystème est généralement perturbé et on note un appauvrissement de la biodiversité.

Pour une revalorisation des eaux usées

Face à toutes ces menaces qui pèsent sur l'homme et son environnement, le ministère de l'eau et de l'assainissement, à travers ses structures rattachées et de mission, comme la Direction générale de l'assainissement, l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) et le Secrétariat permanent pour la gestion intégrée des ressources en eau, a entrepris de nombreuses actions pour améliorer le système d'assainissement au Burkina.

C'est dans cette perspective que de nombreux textes juridiques ont été élaborés, notamment les textes sur les normes de rejet

des eaux usées. En outre, les différents acteurs de l'eau et de l'assainissement du ministère, appuyés par les Organisations non gouvernementales, les associations et les chercheurs, travaillent à l'amélioration du taux d'accès à l'assainissement à travers des actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer entre autres.

Par ailleurs, des études de valorisation des eaux usées sont également expérimentées au Burkina Faso. La création des stations de collecte et de traitement des eaux usées implantées à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso permettra non seulement d'améliorer le système de gestion de ces eaux de mauvaise qualité, mais aussi de les recycler pour les réutiliser dans l'agriculture et l'élevage, voire dans la consommation humaine.

Du reste de façon générale, pour éviter la contamination des ressources en eau par les eaux souillées, des centres de traitement des boues de vidange ont été construits dans les grandes villes.

Toutefois, en dépit de ces efforts consentis par le Gouvernement et ses partenaires au développement,

beaucoup reste encore à faire en matière de développement des services d'assainissement. C'est dans ce sens que l'engagement de tous à travers de petits gestes revêt un caractère important, car le problème d'assainissement est d'abord une question de changement de comportement et d'attitudes. Et en cultivant de bons réflexes dans les ménages par la construction de puisards et de latrines, l'on pourrait participer à minimiser le péril fécal. De même, le respect des normes de rejet des eaux usées par les industriels pourra améliorer la situation. Aussi les industries consommatrices de grandes quantités d'eau, gagneraient à recycler leurs eaux usées en vue de les réutiliser pour le refroidissement des machines ou le rinçage des outils de travail entre autres. Et c'est par autant d'efforts que le pays pourra satisfaire la demande de plus en plus croissante en eau.

Ministère de l'Eau et de l'assainissement



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Intégration de l'adaptation au changement climatique dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau en Afrique de l'Ouest : les élus locaux et les cadres des services décentralisés se concertent

Région du Centre



L'Objectif de cet atelier qui va durer quatre jours est de former les participants sur la notion et les perceptions du changement climatique à différents niveaux.

Les élus locaux et les cadres des services décentralisés ainsi que les acteurs du développement durable bénéficient depuis ce matin d'un atelier de formation sous le thème : **Renforcement des capacités des élus locaux et des cadres des services de décentralisation en gestion des ressources naturelles dans un contexte de défis climatiques**. La cérémonie d'ouverture de la rencontre a été présidée

par **Monsieur Alfred Gouba, Secrétaire d'Etat , chargé de la décentralisation.**

L'Objectif de cet atelier qui va durer quatre jours est de former les participants sur la notion et les perceptions du changement climatique à différents niveaux ; l'importance des changements et variabilité climatiques sur différents secteurs des ressources naturelles (agriculture, élevage, ressources en eau, foresterie)

; la procédure d'intégration de la dimension changement climatique dans le plan de développement communal, la gestion des ressources naturelles et des conflits liés à celles-ci. Les travaux de la rencontre prennent fin le vendredi 24 mars prochain.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATD



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Droit international humanitaire : Des magistrats et avocats renforcent leurs connaissances à Koudougou

Région du Centre



« A travers cette activité, notre pays affiche sa volonté de combattre l'impunité quand il s'agit des violations des règles humanitaires », a soutenu le ministre René BAGORO.

Le Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire (CIMDH) organise ce mardi 21 mars 2017 à Koudougou, une session de formation à l'intention de 20 magistrats et 10 avocats, sur leur rôle dans la répression des violations des règles du Droit international humanitaire (DIH).

Les participants sont issus des Tribunaux de grande instance (TGI) de Ouagadougou, Koudougou, Boromo, Nouna, Dédougou, du Tribunal de travail de Koudougou et du Barreau du Burkina Faso.

Les travaux ont été ouverts par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO, président du CIMDH. Il avait à ses côtés, Mme le gouverneur de la Région du Centre-Ouest et le maire de la ville de Koudougou.

La présente formation fait suite à celles tenues en 2011 et en 2014 à l'intention des magistrats des Cours d'appel de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Le Burkina Faso, a rappelé le Garde des Sceaux, a ratifié la quasi-totalité des conventions relatives

au DIH, y compris le statut de Rome en 1998 instituant la Cour pénale internationale (CPI). Ce qui l'engage à diffuser les normes humanitaires et à réprimer les éventuelles infractions à ces règles.

« A travers cette activité, notre pays affiche sa volonté de combattre l'impunité quand il s'agit des violations des règles humanitaires », a soutenu le ministre René BAGORO.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: Conseiller régional
OI du genre (WAF)**

Description

Oxfam, l'une des principales organisations mondiales de développement, mobilise le pouvoir du peuple contre la pauvreté. Nous sommes une confédération de 19 filiales travaillant dans plus de 70 pays, soit directement, soit avec des partenaires pour permettre un changement transformationnel, en utilisant une combinaison unique de développement à long terme, les campagnes et les programmes humanitaires. Nous recherchons un: Conseiller régional sur le genre.

Objectif de l'emploi

Afin d'assurer la promotion effective de l'égalité entre les sexes et de la non-discrimination dans tous les programmes d'Oxfam dans la région. Cela se fera en travaillant avec toutes les équipes d'Oxfam, nos partenaires, les réseaux et les bénéficiaires et les autres parties prenantes en facilitant la coordination, la formation et la défense des droits des femmes et les questions de genre.

Principales responsabilités

Plomb sur l'identification et l'analyse des questions de genre dans les programmes de pays / région et élaborer des stratégies pour la programmation

d'égalité des sexes à la fois dans le développement et les programmes humanitaires et de renforcer la capacité d'Oxfam et le personnel de partenaire pour faire ce qui précède

Fournir un appui technique sur les questions de genre à tous les programmes et partenaires, ce qui rend l'information technique complexe accessible et utilisable par des non-spécialistes

Participer à des discussions sur le programme initial, l'examen des propositions et des discussions bilatérales pour aider à assurer que les besoins des femmes, les hommes, les garçons et les filles sont traités de façon adéquate

Développer activement les réseaux et les partenariats avec les acteurs internes et externes, ainsi que la représentation et la coordination au niveau régional

Faciliter et soutenir l'intégration des perspectives de genre dans la planification stratégique globale, les évaluations des besoins et de la programmation des différents secteurs

Mobilisez, train et de fournir un soutien continu technique aux coordinateurs techniques et les équipes de programme sur le genre, en se concentrant sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre leurs programmes d'une manière plus sensible au genre

Travailler avec le plaidoyer et des campagnes équipe pour assurer l'égalité des sexes et

les droits des femmes sont une partie centrale de ce travail.

pays de soutien et les activités de plaidoyer de l'équipe régionale de leadership avec les principaux acteurs et les donateurs sur l'égalité des sexes et les droits des femmes

Veiller à inclure la qualité de ces questions dans toutes les propositions, identifier comment construire des preuves de changement pour l'apprentissage partagé

Développer des outils / méthodes pour améliorer l'égalité de sensibilisation, l'intégration et l'analyse

Fournir des conseils sur le renforcement du suivi et de l'évaluation de l'égalité par le biais de S & E des plans, des processus, la documentation et l'analyse des données

Fournir en cours de mentorat à l'égalité des positions spécifiques dans les pays

Soutenir les processus de développement des capacités de genre, y compris l'identification des besoins de renforcement des capacités et la formation entre les sexes au personnel, les bénéficiaires, les principaux intervenants et les partenaires, le cas échéant.

Compétences techniques, Expérience et connaissances

E s s e n t i e l

La suite à la page 19



La suite de la page 18

Education (niveau de diplôme universitaire), de préférence dans le domaine des sciences sociales, les femmes et les études de genre, ou en sciences humaines connexes en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et les droits / autonomisation des femmes

Expérience significative en-femmes spécifiques et les questions de genre, la planification de genre, l'analyse de genre, l'égalité des sexes et la promotion de l'égalité des sexes et les droits des femmes aux niveaux national et régional,

L'expérience et les compétences en gestion de projet et de la recherche, travaillant efficacement avec les décideurs politiques, les gouvernements, les donateurs et la société civile

Fluency (écrite et orale) dans les deux langues anglais ou en français et connaissance pratique de l'autre

L'enthousiasme et l'engagement envers les valeurs et la mission d'Oxfam International, et engagement à promouvoir l'égalité des sexes et les intérêts des personnes marginalisées dans tous les travaux de plaidoyer

Capacité et volonté de voyager beaucoup dans les régions éloignées et contradictoires touchées parfois pendant des périodes prolongées

S o u h a i t a b l e
Bonne compréhension du

contexte politique africaine et internationale sur la justice de genre et les droits des femmes

Expérience de travail avec les communautés et les connaissances de la région Afrique de l'Ouest, en particulier les gouvernements et les systèmes politiques.

Ville Tous les pays avec un bureau Oxfam au sein de la région Afrique de l'Ouest

Expériences / Formation du candidat

Education (niveau de diplôme universitaire), de préférence dans le domaine des sciences sociales, les femmes et les études de genre, ou en sciences humaines connexes en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et les droits / autonomisation des femmes

Expérience significative en-femmes spécifiques et les questions de genre, la planification de genre, l'analyse de genre, l'égalité des sexes et la promotion de l'égalité des sexes et les droits des femmes aux niveaux national et régional,

L'expérience et les compétences en gestion de projet et de la recherche, travaillant efficacement avec les décideurs politiques, les gouvernements, les donateurs et la société civile

Langues parlées

Fluency (écrite et orale) dans les deux langues anglais ou en français et connaissance

pratique de l'autre
Qualité du candidat

Compétences clés comportementales (basé sur le leadership du modèle d'Oxfam)

Compétences Description
caractère décisif N o u s sommes à l'aise pour prendre des décisions transparentes et d'adapter la prise de décision modes au contexte et aux besoins.

Influencer Nous avons la capacité de collaborer avec divers intervenants d'une manière qui entraîne une augmentation de l'impact de l'organisation Nous repérer des occasions d'influencer efficacement et où il n'y a pas de possibilités, nous avons la capacité de les créer de manière respectueuse et percutante.

Humilité Nous mettons «nous» avant «moi» et mettre l'accent sur la puissance du collectif, cultivons l'équipe et de jouer sur les points forts de chaque individu. Nous ne sommes pas préoccupés par le pouvoir hiérarchique, et nous nous engageons avec, la confiance et la valeur de la connaissance et de l'expertise des autres à tous les niveaux de l'organisation.

relation bâtiment N o u s comprenons l'importance de l'établissement de relations, au sein et à l'extérieur de l'organisation. Nous avons la capacité de collaborer avec les intervenants traditionnels et non-traditionnels chemins

La suite à la page 20.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

qui mènent à un impact accru pour l'organisation.

Écoute Nous sommes de bons auditeurs qui peuvent voir où des niveaux plus profonds de pensées et les hypothèses tacites diffèrent. Nos messages à d'autres sont clairs, et d'envisager des préférences différentes.

Responsabilité mutuelle

Nous pouvons expliquer nos décisions et comment nous les avons pris sur la base de nos valeurs organisationnelles. Nous sommes prêts à être tenus responsables de ce que nous faisons et comment nous nous comportons, comme nous organisons également d'autres de rendre compte d'une manière cohérente.

Agilité, Complexité et Ambiguïté Nous numérisons l'environnement, anticiper les changements, nous sommes à l'aise avec le manque de clarté et de traiter avec un grand nombre d'éléments qui interagissent dans manières diverses et imprévisibles.

réflexion sur les systèmes Nous considérons les problèmes comme des parties d'un système global et dans leur rapport à l'ensemble du système, plutôt que de réagir à une partie spécifique, le résultat ou un événement dans l'isolement. Nous nous concentrons sur la cause et l'effet cyclique plutôt que linéaire. En pratiquant régulièrement

la pensée systémique, nous sommes conscients et de gérer les conséquences bien involontaires des décisions et des actions organisationnelles.

Réflexion stratégique et jugement Nous utilisons le jugement, pesant risque contre l'impératif d'agir. Nous prenons des décisions compatibles avec les stratégies et les valeurs organisationnelles.

Vision Cadre Nous avons la capacité d'identifier et de mener des initiatives visionnaires qui sont bénéfiques pour notre organisation et nous avons mis en direction de haut niveau à travers un processus de visualisation qui engage l'organisation et les diverses parties prenantes externes.

Connaissance de soi Nous sommes en mesure de développer un haut degré de conscience de soi autour de nos propres forces et faiblesses et de notre impact sur les autres. Notre conscience de soi nous permet de modérer et d'auto-réguler nos comportements pour contrôler et canaliser nos impulsions à de bonnes fins.

A c t i v a t i o n

Nous travaillons tous pour habilitier efficacement et permettre aux autres de livrer les objectifs de l'organisation grâce à la création de conditions de succès. Nous investissons avec passion dans d'autres en

développant leur carrière, non seulement leurs compétences pour le poste. Nous offrons la liberté; démontrer la croyance et la confiance apporter un soutien approprié. Nous donnons plus de liberté et de démontrer la croyance et la confiance, soutenue avec le soutien approprié.

**Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet**

Activités A u t r e

Pays Afrique, Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, Ghana, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad

Contrat C D I

Durée du contrat

(termes et conditions nationales) à composition non limitée

Salaire / Indemnité

package compétitif (termes et conditions nationales)

Documents à envoyer

A p p l i q u e r :
s'il vous plaît soumettre une lettre de motivation et votre CV à:

R e c r u i t m e n t W A F @ O x f a m I n t e r m o n . o r g par 18.00 GMT le dimanche 16 th Avril 2017

Date de fin de validité 16 / 04 / 2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur OI régional des industries extractives (WAF)

Description

Oxfam, l'une des principales organisations mondiales de développement, mobilise le pouvoir du peuple contre la pauvreté. Nous sommes une confédération de 19 filiales travaillant dans plus de 70 pays, soit directement, soit avec des partenaires pour permettre un changement transformationnel, en utilisant une combinaison unique de développement à long terme, les campagnes et les programmes humanitaires. Nous sommes à la recherche d'un coordonnateur régional des industries extractives.

équipe

But

Pour soutenir et coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du programme des industries extractives d'Oxfam en Afrique de l'Ouest, et de contribuer à la connaissance mondiale d'Oxfam sur les industries extractives de programmation.

Objectif de l'emploi

Le coordonnateur du programme des industries extractives Afrique de l'Ouest soutiendra Oxfam pour développer la programmation sur les industries extractives

dans les pays de la région (y compris des liens vers la société civile dans les pays où Oxfam n'a pas de présence). Le poste coordonnera les programmes de pays d'Oxfam à WAF sur les stratégies, la conception des programmes et des possibilités de collecte de fonds. La position aidera le personnel du pays Oxfam mise en œuvre et le suivi des programmes, identifier et surmonter les obstacles, faciliter l'assistance technique et la recherche et aider à assurer la cohérence des messages et de l'approche. La position aidera à promouvoir l'apprentissage intra et inter-régional entre les affiliés à renforcer la mise en œuvre du programme.

Principales responsabilités

Travailler en étroite collaboration avec le personnel du programme de pays et la coordination avec les équipes régionales pour soutenir le développement de programmes sur les industries extractives

Aider les programmes de pays dans la campagne et de plaidoyer, y compris la conception et l'exécution de projets d'assistance technique

Soutenir la réalisation de l'analyse extractif de contexte dans les pays où cela n'existe pas, y compris la cartographie des parties prenantes, et l'analyse des questions extractives critiques

Identifier les possibilités de collecte de fonds et l'élaboration de propositions de soutien

Faciliter extractive programme d'industries (y compris plaidoyer, de campagne et de genre) le renforcement des capacités et de la formation.

Soutenir le suivi et l'exécution des projets de financement restreints.

Conception et exécution des échanges d'apprentissage i n t e r - p r o g r a m m e s .

Soutenir le travail régional influence à la CEDEAO, l'UEMOA et l'UA niveau, en coordination avec les pistes de la politique régionale

Participera au suivi et à l'évaluation des pays les industries extractives programmes émergents.

Représenter Oxfam régional sur les questions relatives aux industries extractives, le réseautage et l'établissement de relations avec les partenaires, des alliés, des bailleurs de fonds, les «cibles», les universitaires, les chercheurs, la société civile.

Contribuer à Oxfam «dans le monde entier influençant réseau» en reliant les organisations ouest-africaines de travail sur les industries extractives, y compris le sexe et les industries extractives, dans la programmation Oxfam (en particulier influencer) le travail en WAF et dans le monde, en particulier dans les pays d'Oxfam qui abritent des sociétés minières.

Collaborer avec les équipes de pairs et de gestion interfonctionnelle

La suite à la page 22



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

pour exécuter des plans.

Compétences techniques,
Expérience et connaissances

E s s e n t i e l

Un diplôme universitaire en droit, économie, sciences sociales ou environnementales ou autres domaines pertinents.

Solide expérience en matière de plaidoyer, le développement international, les droits de l'homme et / ou domaines de l'environnement, au moins deux sont spécifiquement dédié à programmer et / ou le travail de plaidoyer sur les questions des industries extractives

Expérience dans le dialogue politique, le plaidoyer et le lobbying avec le gouvernement et les acteurs du secteur privé et la capacité éprouvée dans la recherche sociale et l'analyse des politiques macro.

Solides compétences en communication et de l'informatique dans une variété de médias. Aptitude à utiliser les nouvelles technologies et les médias sociaux pour transmettre des idées complexes, des façons créatives réfléchies, et la capacité d'adapter la communication à une variété de différents publics

Maîtrise de l'anglais écrit et oral ou français et connaissance pratique de l'autre

L'enthousiasme et l'engagement envers les valeurs et la mission d'Oxfam International, et engagement à promouvoir l'égalité des sexes et les intérêts des personnes marginalisées

danstouslestravauxdeplaidoyer

Capacité et volonté de voyager, y compris dans les régions éloignées et les conflits touchés

Souhaitable

Expérience de la mise en oeuvre ou de contracter programme industries extractives et d'influer sur le renforcement des capacités et de formation pour les organisations de la société civile est un fort avantage

Une compréhension approfondie des enjeux et des tendances des industries extractives, dans le monde et en particulier en Afrique de l'Ouest avec une expérience de développement du travail de plusieurs pays / équipe serait un avantage

relations avec les réseaux mondiaux et régionaux industries extractives existant est un avantage.

Ville Tous les pays avec un bureau Oxfam au sein de la région Afrique de l'Ouest

Expériences / Formation du candidat

Un diplôme universitaire en droit, économie, sciences sociales ou environnementales ou autres domaines pertinents.

Solide expérience en matière de plaidoyer, le développement international, les droits de l'homme et / ou domaines de l'environnement, au moins deux qui sont spécifiquement dédié au programme et / ou le travail de plaidoyer sur les questions

des industries extractives

Expérience dans le dialogue politique, le plaidoyer et le lobbying avec le gouvernement et les acteurs du secteur privé et la capacité éprouvée dans la recherche sociale et l'analyse des politiques macro.

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais écrit et oral ou français et connaissance pratique de l'autre

Qualité du candidat

Compétences clés comportementales (basé sur le leadership du modèle d'Oxfam)

Compétences Description
caractère décisif Nous sommes à l'aise pour prendre des décisions transparentes et d'adapter la prise de décision modes au contexte et aux besoins.

Influencer Nous avons la capacité de collaborer avec divers intervenants d'une manière qui entraîne une augmentation de l'impact de l'organisation Nous repérer des occasions d'influencer efficacement et où il n'y a pas de possibilités, nous avons la capacité de les créer de manière respectueuse et percutante.

Humilité Nous mettons «nous» avant «moi» et mettre l'accent sur la puissance du collectif, cultivons l'équipe et de jouer sur les points forts de chaque individu. Nous ne sommes pas préoccupés par le pouvoir hiérarchique,

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

et nous nous engageons avec, la confiance et la valeur de la connaissance et de l'expertise des autres à tous les niveaux de l'organisation.

relation bâtiment Nous comprenons l'importance de l'établissement de relations, au sein et à l'extérieur de l'organisation. Nous avons la capacité de collaborer avec les intervenants traditionnels et non-traditionnels chemins qui mènent à un impact accru pour l'organisation.

Écoute Nous sommes de bons auditeurs qui peuvent voir où des niveaux plus profonds de pensées et les hypothèses tacites diffèrent. Nos messages à d'autres sont clairs, et d'envisager des préférences différentes.

Responsabilité mutuelle Nous pouvons expliquer nos décisions et comment nous les avons pris sur la base de nos valeurs organisationnelles. Nous sommes prêts à être tenus responsables de ce que nous faisons et comment nous nous comportons, comme nous organisons également d'autres de rendre compte d'une manière cohérente.

Agilité, Complexité et Ambiguïté Nous numérisons l'environnement, anticiper les changements, nous sommes à l'aise avec le manque de clarté et de traiter avec un grand nombre d'éléments qui interagissent dans manières diverses et imprévisibles.

réflexion sur les systèmes Nous considérons les problèmes comme des parties d'un système global et dans leur rapport à

l'ensemble du système, plutôt que de réagir à une partie spécifique, le résultat ou un événement dans l'isolement. Nous nous concentrons sur la cause et l'effet cyclique plutôt que linéaire. En pratiquant régulièrement la pensée systémique, nous sommes conscients et de gérer les conséquences bien involontaires des décisions et des actions organisationnelles.

Réflexion stratégique et jugement Nous utilisons le jugement, pesant risque contre l'impératif d'agir. Nous prenons des décisions compatibles avec les stratégies et les valeurs organisationnelles.

Vision Cadre Nous avons la capacité d'identifier et de mener des initiatives visionnaires qui sont bénéfiques pour notre organisation et nous avons mis en direction de haut niveau à travers un processus de visualisation qui engage l'organisation et les diverses parties prenantes externes.

Connaissance de soi Nous sommes en mesure de développer un haut degré de conscience de soi autour de nos propres forces et faiblesses et de notre impact sur les autres. Notre conscience de soi nous permet de modérer et d'auto-réguler nos comportements pour contrôler et canaliser nos impulsions à de bonnes fins.

A c t i v a t i o n

Nous travaillons tous pour habilitier efficacement et permettre aux autres de livrer les objectifs de l'organisation

grâce à la création de conditions de succès. Nous investissons avec passion dans d'autres en développant leur carrière, non seulement leurs compétences pour le poste. Nous offrons la liberté; démontrer la croyance et la confiance apporter un soutien approprié. Nous donnons plus de liberté et de démontrer la croyance et la confiance, soutenue avec le soutien approprié.

**Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet**

Activités A u t r e

**Pays Afrique, Bénin,
Burkina Faso, Centrafrique,
Ghana, Libéria, Mali,
Mauritanie, Niger, Nigeria,
Sénégal, Sierra Leone, Tchad**

Contrat C D I

**Durée du contrat
(termes et conditions
nationales) à
composition non limitée**

Salaire / Indemnité

**Paquet concurrentiel (termes
et conditions nationales)**

Documents à envoyer

**A p p l i q u e r :
s'il vous plaît soumettre
une lettre de motivation
et votre CV à:**

**R e c r u i t m e n t W A F @
O x f a m I n t e r m o n .
org par 18.00 GMT le
dimanche 16 th Avril 2017**

**Date de fin de
validité 16/04/2017**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste:
HOMERE

REFERENT
(H/F)

Description

Médecins Sans Frontières, association médicale humanitaire internationale créée en 1971, apporte une assistance médicale à des populations aux prises avec des crises menaçant leur survie, principalement en cas de conflits armés, mais aussi d'épidémies, de catastrophes naturelles ou encore d'exclusion des soins. La section Française de MSF est présente dans une trentaine de pays.

Dans le cadre de remplacements, nous recherchons pour notre département RH un(e) :

REFERENT HOMERE (H/F)

Mission

Le référent Homère est garant de la bonne utilisation du logiciel « Homère » sur le terrain et au siège. Référent technique, il apporte des solutions pour une meilleure exploitation de la base de données.

Sous la responsabilité hiérarchique du Responsable RH Opérationnelles, le Référent Homère :

Principales activités :
Veille à la bonne utilisation du logiciel Homère sur les terrains et au siège :

S'assure de l'adéquation des paramétrages du logiciel (plan de paye, grille de salaires, grille de fonctions) avec les politiques RH nationales des différentes missions d'OCP en collaboration avec les responsables Politique RH national et Rémunération et Avantages Sociaux Terrain ;

Rédige ou met à jour les procédures et guides d'utilisation du logiciel ;

Veille à la diffusion des procédures et guides d'utilisation sur les terrains ;

Effectue des visites régulières sur le terrain.

Conseille et apporte un support technique auprès des utilisateurs :

Assiste les utilisateurs dans la résolution de problématiques rencontrées (traduction des pratiques RH dans Homère, difficultés techniques, dysfonctionnements, ...)

S'assure de la correction des erreurs de pratique identifiées ;

S'assure de la diffusion des bonnes pratiques et problématiques rencontrées aux différents terrains.

Assure la formation des futurs utilisateurs Homère sur le terrain :

Participe à la définition/modification des contenus des formations ;

Assure la formation siège (animation des formations internes, briefings) et renforce le niveau de compétence des utilisateurs ;

S'assure de la correction des erreurs de pratique identifiées ;

Participe au transfert des compétences au terrain.

Contribue au développement de la transversalité :

Travaille en étroite collaboration avec les autres départements du siège (IT, RH et opérationnelles, Finance) ;

Participe au sein du groupe de travail intersections, au développement commun et à l'harmonisation des pratiques sur Homère ;

Fournit les données nécessaires à la bonne réalisation des tableaux de bord ou rapports (référentiel métier, soldes des congés payés...) des différents services du siège ;

Participe aux projets transversaux qui nécessitent l'apport de données depuis le logiciel Homère.

Activité spécifique au développement du logiciel :

Veille au développement du logiciel en adéquation avec les besoins RH de MSF ;

Suit les défauts de programmation et les remonte à l'éditeur ;

Teste les nouvelles versions en vue de leur déploiement avant déploiement sur les terrains.

Est responsable du suivi et de l'analyse de son activité :

Analyse les composantes de son activité pour

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

l'ensemble des missions au moins une fois par an ;

S'assure de la remontée des données Homère mensuelles de l'ensemble des missions et de leur intégration dans le serveur.

Suis les dossiers de son binôme en son absence :

Assure l'intérim, reprend les dossiers en cours (interventions techniques, formation, suivi des pays).

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Diplôme en gestion RH ou action humanitaire.

Une expérience significative en tant qu'Administrateur sur le terrain est obligatoire (une expérience avec MSF est un atout).

Bonne compréhension de la paie et du droit fiscal et social.

Maîtrise du logiciel Homère ou similaire.

Compétences avancées en Excel (tableau croisé dynamique, formules, etc.)

Maîtrise du pack office Windows.

Langues parlées

Français et Anglais courants

Qualité du candidat

Aptitude à coopérer, rigueur, qualités d'analyse.

Esprit mathématique.

Autonomie et capacité à travailler en équipe.

Disponibilité et flexibilité.

Fonctions A u t r e , Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités A u t r e , Informatique, Communication, Ressources Humaines, Santé

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

CDI - Cadre - Temps plein - Poste basé à Paris.

Postes à pourvoir : dès que possible.

Salaire / Indemnité

40,7 K€ brut annuel sur 13 mois. 22 jours RTT par an. Complémentaire santé prise en charge à 100% par Médecins Sans Frontières.

Titres restaurants d'une valeur faciale de 9,00€ (prise en charge à 60% par Médecins Sans Frontières). Prise en charge à 50% de l'abonnement transport en commun.

Documents à envoyer

Merci de déposer votre candidature (lettre de motivation et CV) en ligne sur:

<http://www.msf.fr/recrutement/salariat>

du 22 mars au 9 avril 2017 inclus.

Seul(e)s les candidat(e)s dont les dossiers auront été retenus seront contacté(e)s.

Postuler en ligne <http://www.msf.fr/recrutement/salariat>

Date de fin de validité 09/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Expert(e) « agriculture et développement rural » au sein du bureau de la KfW (Coopération financière Allemande) à Ouagadougou, Burkina Faso

Définition du poste

La KfW est active au Burkina Faso au nom du gouvernement fédéral allemand représenté par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ). La KfW finance des projets de développement et des infrastructures en particulier dans les secteurs agriculture et développement rural, eau et assainissement et décentralisation.

La KfW souhaite renforcer son effectif local par le recrutement d'un(e) expert(e) local(e) chargé(e) pour le domaine agriculture et développement rural.

L'expert(e) sera basé(e) à Ouagadougou et travaillera sous l'autorité de la directrice du bureau de la KfW sur la base d'un contrat régi par la législation du travail en vigueur au Burkina Faso. L'expert(e) travaillera en collaboration directe avec les chargé(e)s de projet au siège de la KfW à Frankfurt.

T â c h e s
Gestion de projet

- Appuyer les responsables à Frankfurt dans la préparation et la gestion des projets de la KfW dans le secteur agriculture et développement rural au Burkina Faso (notamment : réceptionner, analyser et commenter des rapports, assurer la communication quotidienne avec les partenaires burkinabès et les consultants qui les appuient, préparer et accompagner des missions).
- Contribuer au rapportage annuel relatif aux projets dans le secteur, notamment par la collecte et l'analyse de données et par la préparation d'ébauches de rapports.
- Appuyer la communication et la coordination entre la KfW et les autres acteurs de la coopération Allemande, les autres partenaires techniques et financiers et le Gouvernement burkinabè.

Dialogue sectoriel

- Suivre l'évolution du secteur agriculture et développement rural au Burkina Faso et participer aux réunions dans le secteur (p.ex. groupes techniques sectoriels et revue sectorielle avec les partenaires du gouvernement et les bailleurs de fonds).
- Produire des notes d'information sur l'évolution du secteur / les réunions y compris des appréciations régulières pour les responsables

du bureau de la KfW à Ouagadougou et à Frankfurt.

- Représenter la KfW dans le dialogue sectoriel en concertation avec les responsables de la KfW à Frankfurt.

Compétences et aptitudes requises

- Niveau de formation BAC + 5 en agronomie, sciences économiques ou un diplôme équivalent avec une spécialisation dans la gestion des projets de développement.
- Une excellente maîtrise du français est indispensable ainsi qu'une très bonne maîtrise de l'allemand (écrit et oral) et/ou une bonne connaissance de l'anglais .
- Avoir une connaissance approfondie de la région de l'Afrique de l'Ouest, en particulier des défis dans le secteur de l'agriculture et du développement rural.

- Avoir une expérience professionnelle dans l'administration de projets, notamment en planification, contractualisation, procédures d'appels d'offres, décaissement, suivi et coordination.

- Disposer d'au moins cinq ans d'expérience professionnelle pertinente pour le poste.

- Maîtriser les outils informatiques et des logiciels courants.

- Une connaissance des procédures et instruments

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

de la coopération financière sont un avantage.

Date limite de soumission de candidature: 05.04.2017 à 12h

(contacts téléphoniques et adresse électronique)

Autres qualifications requises

- Avoir d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse, de communication et une très bonne qualité rédactionnelle.

- Etre une personnalité ouverte, proactive et hautement motivée avec une grande facilité à travailler dans une équipe pluridisciplinaire et dans un contexte international.

- Etre disposé à effectuer des missions sur le terrain au Burkina Faso et à suivre des formations au siège de la KfW à Frankfurt.

Les candidatures seront envoyées uniquement à l'adresse e-mail suivante : kfw.burkina@kfw.de

NB : les dossiers physiques ne seront pas reçus au bureau de la KfW.

Composition du dossier :

- **Lettre de Motivation**
- **CV détaillé ainsi que les contacts de l'employeur le plus important de votre carrière**
- **Les contacts du candidat**

Vous pouvez aussi consulter cet avis sur le site epojobs.de et dans les journaux suivants : Sidwaya et L'Observateur

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAQ/TGI. O/P.F

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Bernard M' Pempé Hien

- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Frédérick PoOda

- Valentin Ouedraogo

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjuman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Alfred Syé KAM

Œil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/03/2017 AU 25/03/2017 Groupe II

1	Aéroport	25 31 42 22	21	Martin	25508459
2	Amaro	25343328	22	Meteba	25 33 53 33
3	Ar-rahma	25 35 09 86	23	Nayyira	25 48 18 41
4	Augustine	25 37 61 00	24	Neima	25 35 56 82
5	Barwende	25 40 85 90	25	Nemadis	25 37 30 41
6	boulmigou	25 43 12 68	26	Progrès	25 43 01 62
7	Cité An III	25 33 19 66	27	Providence	25 31 86 48
8	Dapoya	25313201	28	Rood Wooko	25 30 88 90
9	Delwindé	25 36 72 80	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
10	Denisa	71827660	30	Schifeyi	25 40 27 42
11	Faso	25381929	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
12	Flayiri	25407344	32	Sigri	25 41 21 48
13	Hamdalaye	25 34 36 94	33	Sud	25 38 42 82
14	Heera	25316610	34	Talba	25 36 22 25
15	Jabnéel	25447870	35	Tanko	25 35 15 57
16	Jourdain	25 36 06 86	36	Univers	25 41 99 65
17	Karpala	25 37 14 14	37	Wati	25 38 52 92
18	Koulouba	25 31 19 18	38	Yobi	25 31 16 30
19	La Famille	25 43 06 85			
20	Marlass	78550052			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO